



## Déclaration liminaire de la FSU de la Savoie

CSA-D du 24 Juin 2025

Monsieur le Directeur académique de la Savoie, Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D,

La FSU-SNUipp sort de son 13<sup>ème</sup> congrès national qui s'est tenu la semaine dernière à Aix-les-Bains. Sa réussite tient notamment à l'investissement de nombreuses et de nombreux collègues du département. La Savoie s'est ainsi retrouvée sous les feux des projecteurs du monde éducatif. Renforcée dans ses valeurs et ses mandats, la FSU-SNUipp 73 continuera de plus belle à défendre l'ensemble des personnels, les élèves et tout simplement le service public d'éducation. C'est ce qui nous anime aujourd'hui avec ce CSA-d d'ajustement.

En ce qui concerne la carte scolaire du 1<sup>er</sup> degré, nous ne pouvons que déplorer le manque de considération de l'expertise des délégué-es du personnel de la FSU-SNUipp.

En effet, au moins trois situations avaient été signalées par nos soins lors des CSA et CDEN du mois de mars.

Nous avons attiré votre attention sur la situation tendue à La Biolle pour laquelle une ouverture apparaissait évidente. Aujourd'hui vous vous apprêtez à ouvrir avec un poste à titre provisoire, un ou une collègue sera nommé.e seulement une année, quel dommage.

Pire encore, deux classes vont rouvrir dans des écoles (St Thibault et Jacques Prévert à Chambéry) alors que vous aviez prononcé des retraits de postes au printemps dernier. Nous vous avons démontré que ces fermetures de classes n'avaient aucun sens au regard non seulement des effectifs mais également des situations d'écoles. Au final, ce sont deux collègues qui se sont retrouvées éjectées de leur poste et qui ne le retrouveront pas. Quelle piètre gestion des personnels et surtout quel gâchis !

Rêvons meilleure écoute des délégué.es du personnel lors de ce CSA-d...

***Combien de temps les enseignant-es du 1<sup>er</sup> degré vont-ils et elles subir les conséquences néfastes du manque de remplaçant.es ?***

Les retours de nos collègues sont catastrophiques : on déshabille Pierre à la va-vite pour habiller Paul, on saupoudre çà et là pour éteindre le feu dans telle école... Malgré le travail considérable du service du remplacement qui fait « ce qu'il peut avec ce qu'il a », permettez-nous de douter des « 80 % de taux d'efficience » annoncé avec fierté pas vos services lors du Groupe de Travail

Remplacement de novembre 2024. Et que dire de ces collègues de classes saisonnières appelé.es en plein milieu de leur période de classe « classique » pour aller effectuer un remplacement ? Que dire à cette école de 2 classes qui n'a pas vu arriver de remplaçant.es contraignant la collègue restante de faire classe avec 50 élèves ? Que dire de ces élèves qui sont régulièrement baladés d'une classe à l'autre car il n'y a pas de remplaçant.es ? Que dire à ces parents d'élèves inquiets à juste titre quant à la continuité des apprentissages de leurs enfants ?

Monsieur le Directeur Académique, vous répétez régulièrement que la Savoie est largement bien dotée en nombre de remplaçant.es, force est de constater qu'il ne suffit pas. La raison à cela, vous la connaissez très bien, nous vous la présentons régulièrement lors d'audience concernant les conditions de travail. Le nombre de collègues à remplacer explose car le nombre de collègues en souffrance explose. Un exemple : les temps partiels thérapeutiques augmentent de manière vertigineuse et ils sont couverts par des TRB.

Alors de grâce Monsieur le Directeur Académique : abonder le vivier de remplaçant.es !

A l'aide des quelques ETP récupérés par les fermetures que vous vous apprêtez à prononcer, implantez de nouveaux TRB sur l'ensemble du département en général et sur certaines circonscriptions en souffrance en particulier (la Maurienne par exemple...).

Pour le second degré, le bilan annuel déjà difficile se termine d'une façon inimaginable. Mourir d'être personnel de l'Éducation nationale. Ces mots semblaient impensables il y a quelques années mais ils marquent désormais tragiquement une actualité devenue trop récurrente. Nous exprimons à nouveau ici l'immense douleur de perdre une collègue, Mélanie Grapinet, dans l'exercice de son métier et à laquelle l'intersyndicale a rendu hommage le 12 juin dernier.

A travers ce drame, c'est l'École toute entière qui souffre. Une souffrance qui met aussi en lumière les difficultés croissantes qu'elle rencontre au quotidien et l'état d'urgence dans lequel se trouve notamment le 2<sup>nd</sup> degré aujourd'hui. A l'heure où l'école publique manque de personnels d'éducation, de médecins, d'infirmier-es scolaires, de PsyEN et d'assistant-es social-es, une réponse complète et réfléchie à la hauteur des enjeux est urgente. L'école a besoin de moyens massifs pour l'éducation, la santé des jeunes, et les conditions de travail et de sécurité des personnels. Nous n'aurons jamais trop d'humains dans nos établissements !

L'école est confrontée à des défis de plus en plus nombreux, à une augmentation des tensions au quotidien, à une dégradation continue des conditions de travail des élèves comme des personnels.

Or la société demande toujours plus à l'école républicaine, sans lui donner les moyens d'agir à la hauteur des missions qu'on lui assigne. Le système éducatif ne tient, en France, que grâce à l'engagement des personnels, à tous les niveaux. Mais pour combien de temps ?

***Combien de temps encore les personnels de l'Éducation nationale vont-ils tenir sans que le ministère ne traite de la revalorisation de leurs carrières ?***

Après des années de gel du point d'indice, la ponction sur la rémunération des CMO, la suppression de la GIPA, le blocage de 40 000 collègues du 2<sup>nd</sup> degré dont 60% de femmes à l'accès à la classe exceptionnelle, la colère est grande. En Savoie, le déclassement est tel que les personnels ne peuvent plus accéder au logement sur nos territoires.

***Combien de temps encore les personnels de l'Éducation nationale vont-ils supporter des conditions de travail dégradées au quotidien ?***

La baisse des effectifs sert de prétexte aux économies d'échelle. Nous sommes un levier pour payer la dette. Le gouvernement fait le choix délibéré de laisser la France sur la 1<sup>ère</sup> marche du podium des classes les plus surchargées d'Europe en collège. Notre département l'illustre parfaitement avec la moitié des collèges dans lesquels au moins un niveau frôlera les 30 élèves par classe.

***Combien de temps encore les personnels de l'Éducation nationale vont-ils supporter des réformes à répétition qui attaquent les missions de l'école publique et disqualifient nos métiers ?***

Comme l'avait dénoncé le SNES-FSU dès le départ, le « Choc des savoirs » avait comme objectif une mise en place d'une École du tri scolaire, et donc du tri social. Dans son rapport d'évaluation du 17 juin, l'inspection générale note « un très probable accroissement des écarts de réussite entre les différents groupes d'élèves d'un même établissement » et évoque même une « dérive des savoirs et compétences entre les élèves » !

Les dangers de cette réforme sont soulignés par ce même rapport montrant qu'à force de classer les élèves par leur type de besoins, on finit par essentialiser leur handicap ou leurs lacunes où ils et elles se retrouvent enfermés ; ce qui éloigne fort de l'idée d'éducabilité de tous et toutes les élèves, et de la valorisation de ce qu'ils et elles savent faire.

Le rapport insiste aussi sur l'épuisement des personnels, et la perte de sens du métier générés par cette réforme.

L'inclusion pour laquelle nous militons ne se fait pas au détriment de la réussite des élèves ni des conditions de travail des personnels.

Nous demandons, comme le préconise le rapport de l'Inspection générale, l'abandon des regroupements de niveaux de la réforme du « Choc des savoirs » !

***Combien de temps encore les personnels de l'Éducation nationale vont-ils laisser leur expertise professionnelle être méprisée ?***

La crise d'attractivité de nos métiers continue et s'accroît : en Savoie aussi il n'y aura sans doute pas un professeur devant chaque classe à la rentrée comme pour l'année scolaire à venir. Les politiques depuis 2017 ont entraîné une désaffection de nos métiers. C'est aussi le cas d'autres

métiers essentiels dans l'éducation : en Savoie il manque des AESH, et des assistant·es social·es, alors que des élèves et leurs familles sont parfois dans la détresse, scolairement, et socialement. C'est aussi le cas des personnels pour qui l'accès à l'aide sociale est entravée par l'absence de personnels affectés à l'action sociale.

Une note d'analyse du Haut-commissariat à la stratégie et au plan du 18 juin dresse un constat lucide qui rejoint les analyses de la FSU sur cette crise : les salaires, les carrières, les conditions de travail, avec une exposition aux contraintes physiques et risques psychosociaux, ainsi qu'à une "intensité émotionnelle" plus élevée que pour les autres cadres de la fonction publique.

Cela s'ajoute à « la diminution des moyens matériels [...], mais aussi à l'augmentation de la charge de travail, au stress, à la complexification et l'alourdissement des tâches pédagogiques et administratives, à l'enchaînement des réformes à un rythme élevé qui nécessite de modifier en continu ses méthodes de travail ».

La tentative de remplacer la prévention des risques psycho-sociaux par l'attention portée à la « qualité de vie au travail » inquiète les représentant·es des personnels au plus haut point. La pénibilité et les risques, la mise en danger des personnels parfois devant la précarité des conditions d'exercice de certain·es collègues, ne serait plus qu'un sujet traité à la marge, alors qu'il représente notre quotidien.

Les personnels pallient les manques, s'épuisent à le faire et nous entendons pourtant trop souvent que nous ne faisons pas assez. Le management public nous incombe d'analyser, d'accepter, d'adapter ! Et de nous entendre dire comme toute reconnaissance par un chef d'établissement que « personne n'est irremplaçable » !

Et dans ce contexte, dans la 7<sup>ème</sup> puissance mondiale, on recrute des profs en 30 minutes chrono, par petites annonces sur Facebook ou le Bon coin : enseigner devient improviser !

L'Éducation nationale devient la plus grande enseigne de bricolage du pays. Mais contrairement au slogan : ici pas comme à Casto, y a pas tout ce qu'il faut...

Alors que l'École s'effondre, et ne tient que par la conscience professionnelle des personnels, Emmanuel Macron annonce par voie de presse le vendredi 2 mai la mise en place d'une convention citoyenne sur les temps de l'enfant. La ficelle est grossière, le mépris constant pour masquer le bilan désastreux de deux quinquennats en matière d'éducation, et pour ne pas traiter les urgences.

La note du haut conseil conclut que le regain d'attractivité est « indissociable d'une revalorisation concrète du métier et d'une reconnaissance institutionnelle renouvelée, qui garantisse soutien et légitimité face aux difficultés quotidiennes, et associe davantage les enseignant·es à la définition des politiques éducatives et aux réformes qui les concernent. »

**La FSU partage cette analyse à rebours des politiques actuelles et poursuivra une grande campagne d'information et de mobilisation des personnels pour reconstruire l'École publique. C'est son avenir dont il est question, et tous les moyens doivent être déployés pour reconstruire un service public d'éducation de qualité, pour ses élèves et ses personnels.**